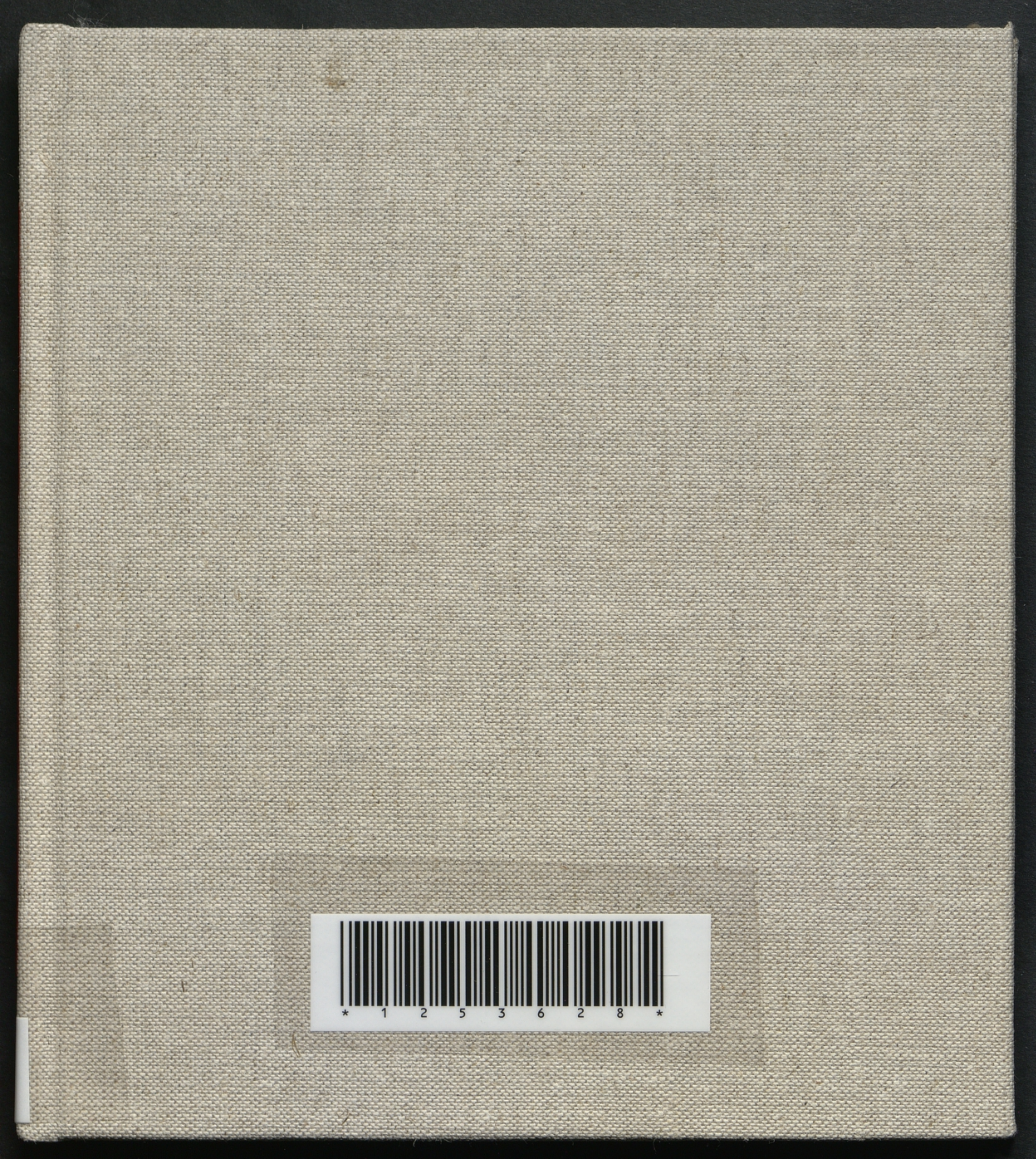
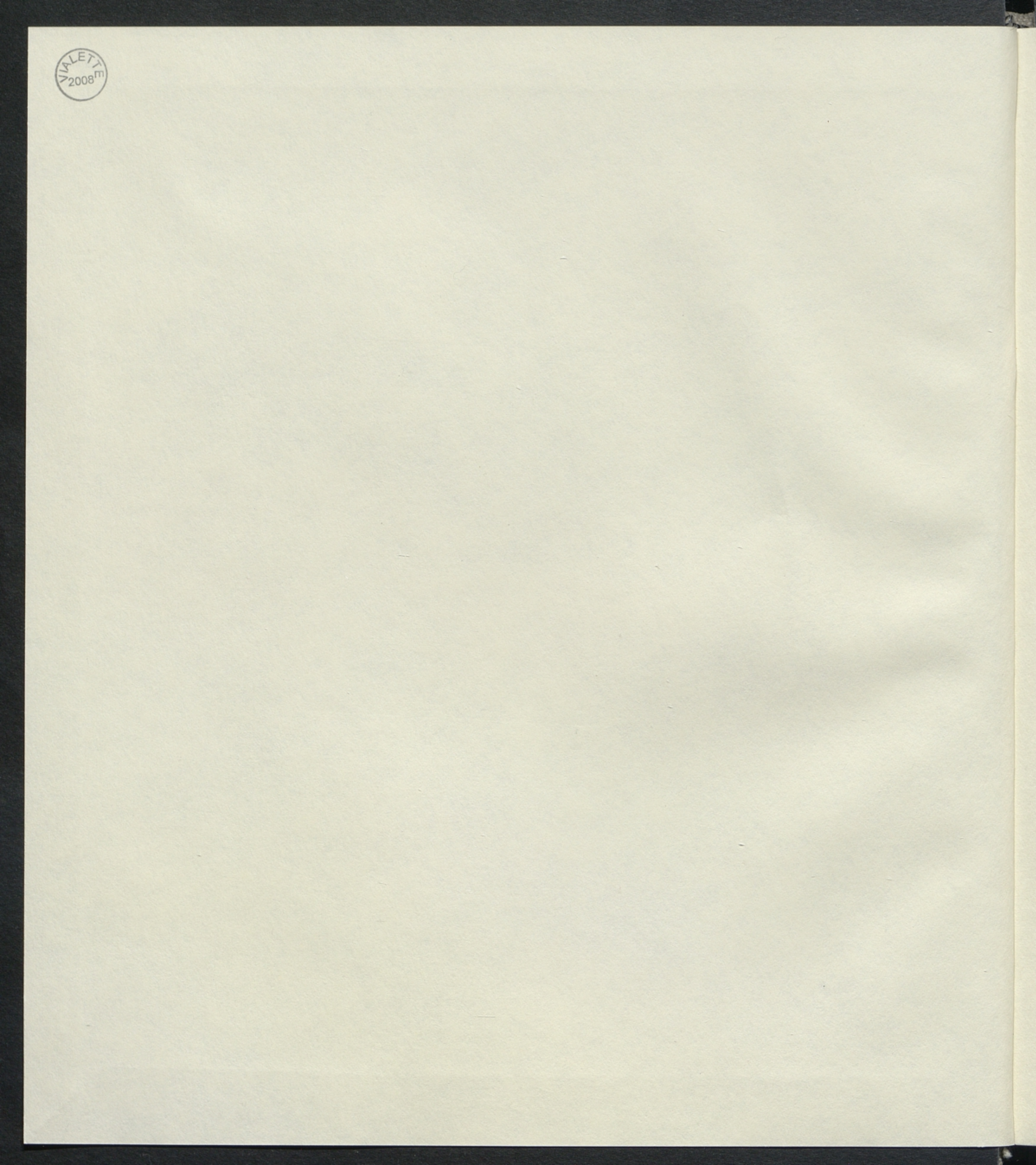

1253628


VIALETTE
2008

Auteur(s)	:	Ducastaing
Titre	:	L'Alliance de Sainte Ildephonse (18 août 1796) : rapports de l'Espagne et de la France de 1 Ducastaing
Éditeur	:	[S.l.] : [s.n.], ***[*8808 doc.]*** [s.d.]
Description	:	1 vol. (non paginé) ; 22 cm
Note de thèse	:	Mémoire : Cycle du diplôme : Paris, Ecole libre des sciences politiques : 18XX
Source	:	Abes (SUDOC)

L'alliance de St Ildephonse (18 août 1796)

Rapports de l'Espagne et de la France de 1796 à 1806

Bon travail, clair, net, ordonné; travail de bon élève

AS

Plan

Alliance de St Ildephonse

I Introduction — La Paix de Bâle

II L'alliance

III Résultats extérieurs de l'alliance

IV Résultats intérieurs de l'alliance

V Rupture de l'Alliance

VI Conclusion

N. B. aurait dû indiquer ses sources.

I

La Paix de Bâle

Lorsqu'en 1761, les rois de France et d'Espagne unissaient les destinées de leurs maisons par un pacte, ils ne pensaient pas que cette alliance de famille devait précéder de si peu la chute de l'un d'eux et le renversement de sa dynastie, que les Pyrénées supprimées par Louis XIV entre les princes, mais toujours restées debout entre les peuples, successivement dernier rempart des Maures, de la féodalité et de l'Église toute-puissante du Moyen Âge, réapparaîtraient brusquement et que Roussillon et Navarre allaient redevenir le théâtre de la lutte entre deux civilisations.

Cette guerre de deux ans qui remit en présence Espagnols et Français depuis longtemps habitués à combattre côte à côte, est un épisode isolé dans les campagnes de la Révolution. Elle ne ressemble en rien à lutte de la France contre les autres Cours Européennes. Le motif qui l'amena, les conditions dans lesquelles elle se déroula, les raisons qui en déterminèrent la fin, la façon dont elle se termina et les résultats qui suivirent lui donnent un intérêt particulier et aussi une importance toute spéciale.

Quand Charles IV apprit la Révolution, les journées de Juillet, et enfin la déchéance et l'emprisonnement de

son cousin de France, ce faible roi si peu occupé des affaires publiques, se sentit tiraillé de crainte, d'indignation et d'un généreux désir d'intervention. Effrayé d'abord et irrité de la timidité du roi de France : "J'aimerais mieux, disait-il, mourir à la tête de mes troupes, que d'avoir ainsi abandonné ma couronne," il ne pensait bientôt plus qu'à le secourir et à le sauver ; il parlait de monter à cheval pour délivrer son allié. Et il fit tout ce que la dignité de roi, tout ce que l'honneur de son nom, de sa maison et de sa race lui commandaient d'accomplir. Aux blâmes, aux irritations, aux pleurs succédèrent les avis pressants, les offres conciliatrices pour détourner du roi la fureur de la Convention, pour éviter de le compromettre, pour lui offrir un abri et sauver sa personne. Dans ce but, il entrait, en 1790, en relations avec l'Autriche et embrassait avec ardeur le plan de Léopold pour arrêter la Révolution en transigeant avec elle, en ne l'effarouchant pas par des prétentions excessives, en se bornant à lui demander des ménagements pour la dignité monarchique et la répression des écrivains licencieux, menace pour tous les Etats voisins. Puis lorsque cette tentative conciliatrice eut échoué par mauvaise volonté des deux parties, lorsque le roi de France eut été enfermé au Temple, abandonné ou mollement aidé par les autres princes uniquement préoccupés de leurs intérêts, seul le roi d'Espagne

l'employa généreusement à la délivrance de son parent. Pendant le procès de Louis XVI, il multipliait les adresses à la Convention, demandant appui à l'Angleterre et, au moment du vote final qui allait décider du sort de ce monarque, la Convention était saisie d'un message de l'ambassadeur espagnol offrant au nom de son maître une dernière transaction en faveur de Louis XVI.

Mais tout fut inutile. Les cris de haine et de menace répondirent aux prières et aux conseils de l'Espagne, provoquée du haut de la tribune et jusque chez elle, fut poussée à la guerre. La nation entière ressentit l'injure faite à son souverain et, en 1793, l'on vit, dirigée contre la France, une première manifestation de l'enthousiasme guerrier et de l'ardeur qui devaient quinze ans plus tard, soulever le pays contre la même tyrannie. Et celui-ci presque sans armée, avec des finances très-obérées, eut deux armées réunies rapidement sur les frontières et prêtes à les franchir.

Les deux campagnes sur les Pyrénées ne furent pas également heureuses pour l'Espagne. En 1793, prête la première, elle remporta des avantages marqués, surtout dans le Roussillon qu'elle envahit et où elle se maintint jusqu'à la paix. Mais bientôt la France, par ce gigantesque effort qui lui permit de faire face à tous ses ennemis à la fois, arrêta les Espagnols comme les autres, malgré la brillante défense, l'armée espagnole

ne put résister à Dugommier, à Pérignon et à Moncey.
Ce dernier général envahit la Catalogne et pénétra jusqu'à l'embouchure. Les deux armées luttaient toujours, les avantages s'alternaient, mais un grand désir de la paix avait succédé à l'enthousiasme de l'année précédente.
Les ressentiments avaient diminué d'intensité et cette guerre qu'un sentiment avait fait naître, un autre allait la faire cesser.

L'Espagne fit les premières avances. Depuis novembre 1792 elle était gouvernée par un jeune ministre, Don Manuel Godoy qui allait avoir une si grande influence sur les destinées de son pays et dont l'élévation rapide ainsi que la chute retentissante et profonde devait étonner l'Espagne et l'Europe.
Né d'une noble famille castillane, venu jeune aux gardes du corps, sa distinction l'avait fait remarquer du couple royal dont la faveur et l'affection allaient bientôt l'élever à la première dignité du royaume.

Ce jeune ministre sut comprendre l'esprit du peuple espagnol, ses sentiments et l'intérêt de son pays. Après avoir engagé la guerre selon le vœu de la nation, il la conduisit dignement, et, sans hâte, mais en temps opportun, il conclut une paix « solide et durable ».
Ses ouvertures furent bien accueillies en France. La amitié on

désirait une réconciliation. Cette guerre impolitique, d'ailleurs, en jetant inutilement un ennemi de plus sur les bras lorsqu'on était assailli de toutes parts, immobilisait sans profit aux Pyrénées deux armées si nécessaires ailleurs. Aussi s'entendit-on vite avec l'Espagne; après plusieurs négociations, après d'excessives exigences de part et d'autre, la paix fut signée à Bâle entre Barthélemy ambassadeur de France en Suisse et don Yriarte négociateur pour l'Espagne. On se restituait les conquêtes faites de part et d'autre, la République était reconnue, St-Domingue acquise entièrement par elle et les relations commerciales reprenaient entre les deux pays.

Cette paix fut accueillie avec joie des deux côtés des Pyrénées. Pour la France, c'était un adversaire redoutable en moins et la reconnaissance du nouvel état de choses intérieur la plus importante puisqu'elle provenait du plus proche parent de Louis XVI, d'un Bourbon. Pour l'Espagne, c'était avec la satisfaction du devoir complètement rempli, tout danger de troubles intérieurs évité, le calme rétabli à des conditions très honorables. Alors que les autres gouvernements de l'Europe, qui n'avaient vu dans la Révolution que l'abaissement de la France et dans une intervention, le seul prétexte de s'enrichir de ses dépouilles, se retiraient de la lutte battus, leurs territoires envahis et plus ou moins démembrés, seule l'Espagne qu'un sentiment

généreux avait poussée à entrer en campagne, qui n'y avait cherché aucun avantage matériel, aucune conquête, s'en retirant sans humiliation et sans perte et y gagnait une alliance.

II L'alliance. –

La paix signée, les relations reprises entre les deux gouvernements et les deux peuples, le roi Catholique reconnaissant la République athée, c'était déjà un spectacle surprenant. Bien des esprits intransigeants en Espagne trouvaient que c'était trop, cependant dès le moment où cette paix se signait, des deux côtés on songeait à mieux. Le pacte de famille, que la chute d'un des membres avait rompu, allait se renouer en devenant un pacte national.

Ce mot d'alliance peut sembler extraordinaire entre un roi absolu et une république presque une démagogie qui venait d'envoyer à l'échafaud le parent de son nouvel allié. Sans doute l'Espagne et la France avaient été, depuis longtemps, intimement unies, sans doute leur rupture avait été brusque

2, et courte, un coup de tête, mais dès lors combien les choses avaient changé et comme en ces 7 ans écoulés ces deux pays s'étaient écartés dans leur route. Ils n'étaient plus ennemis, rien de mieux, mais redevenir amis semblait impossible et certainement Charles IV, son ministre, la cour, la nation durent se révolter à la première idée d'une alliance, au retour d'un tel pacte.

Cependant cette idée devint bientôt un fait et pour le

comprendre, il suffit de regarder la position de l'Espagne, ses intérêts, ses besoins au milieu de la situation européenne son organisation intérieure elle-même, le plus grave empêchement au premier abord, tout fit un devoir au gouvernement de Charles IV de se lier avec la France.

Cette alliance a été le sujet de bien des critiques; reprochée violemment à son auteur Godoy par ses contemporains et notamment par les écrivains espagnols, elle a été blamée vivement par un grand nombre d'historiens jugeant le principe uniquement d'après le résultat final ou ce qui semblait en être la dernière et plus funeste conséquence, l'évacuation du territoire. Muriel traducteur d'une savante histoire des Rois de la maison de Bourbon par Coxe, l'appelle une transaction sordide et honteuse. Mais c'est là une opinion reposant sur une théorie propre à son auteur juste peut-être d'après ses idées préconçues, mais en politique ce sont les circonstances, les besoins qui, le plus souvent, dictent les actes et non les axiomes d'une justice et d'une morale théoriques et personnelles. Godoy pouvait en outre invoquer l'exemple de grands politiques. Il n'avait qu'à choisir dans l'histoire de ces transactions honteuses; sans remonter bien haut, Mazarin par ses rapports avec le régicide Cromwell pouvait lui ôter tout scrupule.

Dans un sens plus utilitaire, l'alliance de Sta Ildefonse n'a

pas été l'objet de moins d'attaques. Déjà en 1820 M. de Pradt y voyait un renouvellement désavantageux du Pacte de famille. Ildefonse est évidemment bien un pacte, mais était-il plus désavantageux pour l'Espagne que celui de 1761? Il ne le paraît pas, ni d'après le texte des deux contrats, ni d'après les conséquences immédiates qu'ils eurent l'un et l'autre. Celui de 1761 était une alliance générale et complète, sans aucune restriction, entre les cours acceptantes. Tout ce qui touchait l'une, atteignait l'autre; aucune obligation n'était stipulée par le fait que dans tous leurs rapports, les membres s'engageaient à marcher toujours d'accord. Cet enchaînement étroit, impérieux qui obligea l'Espagne, contre son intérêt évident, à soutenir la France dans sa lutte en faveur des Etats-Unis, ne peut être mis en parallèle avec le traité de 1796 par lequel l'Espagne s'engageait seulement à aider la France contre l'Angleterre, conservant sa neutralité dans toute affaire continentale.

En elle-même, l'alliance n'était donc pas bien rigoureuse mais était-il besoin d'une alliance? L'Espagne, dans ce conflit général, ne pouvait-elle garder une complète neutralité? Ne pouvait-elle, laissant l'Angleterre, la France et les autres nations aux prises, veiller uniquement sur ses possessions, empêchant qu'il n'y fût porté atteinte,

sauvegardant ses colonies, les exploitant, refaisant sa marine? N'y avait-il pas là, pour elle, une occasion unique de reprendre la première place dans le monde et de refaire sa puissance des morceaux de la vieille Europe, ce qui avait été la politique si profitable au XVIe siècle. On a fort reproché à l'Espagne de n'avoir pas gardé la neutralité, on a énuméré tous les avantages qu'elle y eut trouvés à coup sûr, sécurité et prospérité pour ses colonies, pour sa marine, pour son commerce et des profits incalculables.

Sans doute si cet effacement avait été possible, il eut été un bonheur inestimable pour l'Espagne et Godoy n'avait pas été assez imprévoyant que de n'y pas penser; comme la France avait eu l'idée d'une alliance offensive entre Madrid, la Hollande et la Porte, de même le ministre espagnol avait pensé à une neutralité armée en compagnie du Danemark et de la Suède. Il ne put réaliser son projet; ces deux pays étaient trop éloignés, trop faibles pour être d'un secours efficace. D'ailleurs on avait déjà eu la preuve, et le Danemark devait sous peu la redonner, du peu de force de pareilles ligues de neutres en face d'ennemis aussi dépourvus de scrupules que l'Angleterre.

Mais cette ébauche d'un rempart montre assez que l'isolement d'un pays en paix et au milieu des intérêts divers

n'était pas possible. Quand on est mêlé par la force des choses à un conflit, il est nécessaire d'y prendre part d'un côté ou de l'autre si l'on ne veut être assailli de partout et cette nécessité pour les individus est encore plus grande pour les nations qui ne peuvent s'éloigner du théâtre de la lutte et lorsque des voisins ambitieux ont intérêt à leur abaissement. « Celui qui ne gagne rien, perd », disait Catherine II ; l'Espagne avait trop à perdre pour ne pas tâcher de gagner quelque chose uniquement dans un but de conservation. Du reste, l'isolement, même au point de vue intérieur, n'a jamais été un bien ; une nation, à moins de désastres très grands, d'anémie presque complète, ne doit jamais se replier sur elle-même, et, selon la parole de Chateaubriand « Il n'est pas bon de dorloter son âme, de s'apoltronir dans les habitudes timides du foyer, dans l'exercice casanier des professions. »

A moins d'ailleurs d'être fondée sur le consentement ou les jalousies réciproques des voisins, la neutralité a toujours été un mal pour ceux qui l'ont adoptée, quand elle n'a pas été leur arrêt de mort, et la République de Gênes successivement envahie par les Français, les Anglais, les Autrichiens, les Russes, la Toscane malgré ses protestations, occupée par les Anglais, Venise louvoyant entre la France et l'Autriche purent en apprécier

ces malheureux effets. L'Espagne, il est vrai, était une puissance autrement redoutable que ces petits états, mais si elle n'était pas menacée, immédiatement du moins, pour son sol, elle offrait assez de prise dans ses colonies pour pouvoir redouter des attaques possibles. Et quant à ce sujet, l'Espagne n'avait aucune illusion à garder. Elle savait que la neutralité ne la protégerait pas contre l'Angleterre. Que celle-ci ne la laisserait à aucun prix administrer paisiblement ses possessions; elles inspiraient trop de convoitises pour cela et Godoy devait être complètement fixé sous ce rapport. S'il avait pu avoir des doutes, la conduite et les discours de Pitt les lui auraient vite enlevés. Cet homme d'État disait en effet à la Chambre des Communes: "Entre amis et neutres, la distance est immense; elle est fort petite au contraire entre neutres et ennemis." Ces paroles visaient évidemment l'Espagne et si cette puissance essayait de garder la neutralité, nul doute qu'il ne sût bientôt effacer complètement la légère distance entre neutres et ennemis.

Mais Godoy pouvait aussi baser sa conviction sur les faits. Il avait vu, par la conduite de l'Angleterre en 1793 l'intérêt qu'elle portait à l'Espagne. Dans l'alliance temporaire que ces deux pays nouèrent ensemble contre la France, l'Aragon avait pu juger son allié et le but qu'il se proposait. Le cabinet de St James avait voulu obtenir un traité de commerce

qui eut placé le cabinet de l'Escurial vis-à-vis de lui dans une situation semblable à celle du Portugal. Puis, dans la campagne, toujours préoccupé de ses intérêts propres il voulait tout ramener à ses vues, voulant faire de Toulon un Gibraltar français, détruisant les vaisseaux français systématiquement répondant seul, sans même avertir son allié, à l'appel de Paoli en Corse; jamais de part dans les avantages obtenus, toujours de moitié dans les pertes, devait écrire Godoy et l'Espagne en vint à rougir de cette alliance, à considérer son honneur compromis par ce rapprochement. Il y avait aussi des preuves récentes des intentions du gouvernement anglais. Dès la paix de Bâle, sans même attendre l'alliance offensive de St Ildefonse il attaqua l'Espagne, s'établissant dans ses colonies d'Amérique et la menaçant d'un débarquement.

La neutralité entre la ~~Espagne~~ ~~Fr~~ et l'Angleterre n'était donc pas réalisable. Quant à lutter seule contre cette dernière, l'Espagne ne pouvait y songer; l'histoire de tout le siècle, de ses récents et vains efforts, de concert avec la France, pour recouvrer Gibraltar, et récemment l'incident de Nootka-Sund (1790) lui prouvaient que c'était chose malheureusement impossible. Forcée de choisir entre les deux alliances, elle ne pouvait hésiter un instant.

Outre les intérêts permanents et tout son passé, outre les récents enseignements, s'allier avec la Grande Bretagne, c'était se mettre dans la main de son ennemi le plus ardent, le plus intéressé à sa perte, c'était la possession de l'Amérique compromise, l'introduction du loup dans la bergerie. D'autre part, en cas de conflit certain avec la France c'était le territoire envahi, l'existence de la monarchie exposée, en tous cas le pays profondément troublé. En s'alliant avec elle, au contraire, le commerce, les colonies, la marine étaient bien menacés, mais c'était un danger moindre que l'invasion, et les forces réunies des deux puissances pouvaient peut-être égaliser la lutte. Du côté opposé, pas de secours à attendre, un débarquement anglais en Espagne, c'est vrai, mais c'était un remède pis que le mal. On devait s'en apercevoir en 1812.

L'opinion publique le comprenait bien aussi. Don Domingo Yriarte, le négociateur de Bâle et d'autres Espagnols clairvoyants le disaient : l'Espagne avait tout intérêt à s'unir fortement à la France et à vivre avec elle dans une inaltérable harmonie.

III

Ceci semble être la conclusion du ch II

plutôt que le préambule du III

Aussitôt la paix conclue, le Directoire agit fortement près de l'Espagne pour qu'on n'en restât pas là et pour que les relations reprissent comme avant 1789. C'était une partie du plan de cette Assemblée, plan qui avait été déjà en partie celui de Dumouriez, mais dont les événements et l'esprit de propagande révolutionnaire de la Convention avaient empêché la réalisation. La France avait en face d'elle deux ennemis irréconciliables, l'Autriche et l'Angleterre; entrée, la première presque à regret et entraînée par la France dans la coalition, la deuxième venue la dernière, toutes deux devaient y apporter le plus de passion et de ténacité. C'était donc contre ces deux puissances qu'il fallait songer sérieusement à la lutte et la France ne songea plus qu'à se débarrasser de ses autres adversaires pour se retourner librement et avec plus de force contre elles. C'est dans ce but qu'elle avait conclu avec la Prusse, avec l'Allemagne, avec la Hollande puis avec l'Espagne la paix de Bâle. Elle s'était montrée particulièrement douce dans ses exigences, surtout avec la dernière qui avait fait si bonne contenance pendant la guerre. Vers le commencement de 1795, revenue des entraînements des années précédentes qui entretenaient

et qu'attisaient les fureurs déclamatoires de Brissot et de Barrère, elle était ~~négotier~~ décidée à négocier avec le cabinet de Madrid. Le Comité exécutif envoyait avec une mission spéciale en ce sens Bourgoing qui était déjà connu avantageusement par le gouvernement espagnol près duquel il avait été accrédité avant 1789.

III. Cependant bien que des deux côtés on fut disposé à s'entendre, les négociations durèrent longtemps; chacun y apportait des prétentions très-grandes, la France demandant des provinces espagnoles (le Guipuzcoa) puis la Louisiane et St Domingue, puis l'une de ces colonies, l'Espagne s'entêtant dans les revendications en faveur de la famille royale. Enfin après de nombreux pourparlers, après la mission Bourgoing, après la mission Ieran, l'exigence des circonstances d'une part, de l'autre la possibilité de céder sans transiger avec la dignité et l'amour-propre (Louis XVII était mort au Temple) on finit par se mettre d'accord et la paix se fit. Nécessité fait loi et le Comité s'y résolvait, non sans regret comme le montraient les instructions à Bourgoing: «nous serions plus exigeants, si la paix nous était moins nécessaire.» Mais si la paix était nécessaire, l'alliance était très-utile et l'on y vint de suite. Grâce à elle en effet la France allait pouvoir disposer de deux armées, éprouvées sans doute, surtout celle du Roussillon, mais

très-belles encore, les meilleures peut-être de la République celles qui avaient eu à vaincre la plus forte résistance, qui avaient dû faire preuve de plus d'énergie, de patience et de courage. Elles vinrent toutes deux augmenter le faible corps d'Italie et ce précieux renfort allait permettre la campagne d'Italie, les merveilleuses victoires de Bonaparte, la conquête de toute l'Italie du nord, la domination de la péninsule presque entière, enfin la défaite, l'abaissement et le premier démembrement de l'Autriche.

C'était là un premier et beau résultat de l'alliance, mais il était un peu détaché du concours actif de l'Espagne, son abstention suffisait, son aide n'était pas indispensable. Mais dans la lutte qui se poursuivait, la nouvelle alliée devait avoir sa part, le deuxième adversaire de la République que celle-ci lui donnait mission de combattre à ses côtés. L'Espagne devait unir sa flotte à la nôtre pour tenir tête à celle de l'Angleterre, elle allait être notre état grand-amiral. Par le traité d'alliance, elle s'engageait à fournir 6 frégates, 4 corvettes mais ce n'était qu'un commencement qui devait bientôt s'étendre aux forces maritimes totales des deux pays. Ce n'était pas trop de ces puissances navales combinées ~~des deux flottes~~ augmentées encore des vaisseaux hollandais

pour lutter avec l'Angleterre dont la marine n'avait fait que s'accroître, seule grandissante dans la diminution rapide des rivales. Sous ce rapport, la France avait bien perdu depuis Louis XIV, par suite des événements continentaux qui absorbaient ses forces et son attention, et la marine, de plus en plus négligée, avait été sans cesse en déclinant. De plus au moment de la Révolution, presque tous les officiers, qui appartenaient en majeure partie à la noblesse, avaient émigré laissant un vide impossible à combler. Si l'on avait pu improviser des généraux, des officiers de terre, il était absolument impraticable de donner en un instant les connaissances techniques indispensables à un marin. Le courage, l'initiative, l'audace ne pouvaient suppléer à la science et notre marine s'en ressentit péniblement. Elle fut malheureusement, pendant toute cette époque, inférieure partout et son incapacité eut une influence funeste sur les affaires continentales. En attendant elle ne pouvait seule faire face à l'Angleterre. Celle de l'Espagne, quoique moins éprouvée, malgré les efforts en partie réalisés de Charles III et de son ministre Florida-Blanca pour lui redonner son ancienne splendeur, bien que commandée par des officiers très distingués tels que Gravina et montée par toute une population de marins de race, ne suffisait pas à protéger l'immense empire

colonial espagnol. Ce que chaque puissance isolée ne parvenait à faire, les deux allaient le tenter et si elles éprouvèrent de nombreux revers, peut être est-ce plus par le manque d'entente entre les amiraux des deux pays que par une infériorité matérielle des forces. Elles opposaient à l'Angleterre plus de 100 vaisseaux et ce déploiement magnifique de puissance fut une des principales raisons qui contribuèrent à faire prendre une autre attitude à la Grande-Bretagne, qui furent cause de la chute de Pitt, de l'avènement d'un ministère pacifique et des négociations que tenta celui-ci à plusieurs reprises pour faire la paix avec la France.

Cette paix demandée de l'autre côté de la Manche a été justement un des reproches que l'on a adressés à l'alliance de St Ildefonse, alors que celle-ci en a été justement la cause. De tout temps, c'est vrai le peuple anglais avait paru désirer la paix, les pertes que les corsaires français faisaient subir à son commerce, les entraves qui y étaient apportées sur le continent lui faisaient vouloir fermement une trêve; à Londres, à plusieurs reprises, des émeutes eurent lieu, le roi Georges, son ministre Pitt furent insultés, des pierres lancées contre leurs voitures; mais pourtant le gouvernement résista tant qu'il put à la pression populaire. Il ne voulait pas que la France gardât les Pays-Bas autrichiens; tant qu'elle les occuperait la Grande-Bretagne persuadée que ce serait un grand danger pour elle, ne désarmerait plus, une trêve oui, pour respirer, reprendre des forces,

mais à aucun prix une paix reconnaissant les faits accomplis. Elle ne le voulut pas à Amiens quand la France était maîtresse du Continent et dans un état de prospérité immense, elle ne pouvait le vouloir en 1796, alors que celle-ci se remettait à peine d'une formidable coalition, que l'Autriche luttait toujours non encore vaincue, et que le nom de Bonaparte n'était pas connu. Du reste, ses attaques contre l'Espagne, dans ses ports, contre ses convois et dans ses colonies prouvent bien qu'à ce moment elle ne songeait qu'à l'augmenter de la faiblesse des autres et non à les ménager dans l'espoir d'une détente complète qu'elle ne désirait pas encore. Les négociations que Pitt entretint avec Delacroix n'avaient aucune sincérité et tant que ce ministre resterait au pouvoir, on pouvait être sûr que c'était la guerre, guerre sans scrupules.

L'alliance de St Ildephonse devait donc permettre à l'Espagne de protéger ses colonies et son commerce, mais de plus elle était une sauvegarde vis-à-vis de la France elle-même. A Madrid on savait en effet qu'en 1793 le Comité exécutif avait eu l'intention de révolutionner et de soulever la Louisiane, le Mexique et l'Amérique du Sud et rien ne l'assurait que la France n'y reviendrait pas. Il pouvait penser qu'une union de ce pays avec l'Angleterre pourrait se faire à son détriment; l'alliance serait un empêchement à ces desseins possibles.

Tels étaient les principaux avantages que l'Espagne retirait

pour elle-même de l'alliance ; ils étaient grands certainement et auraient suffi à placer cet acte parmi ceux d'une bonne politique tout à l'honneur de la prévoyance de l'habileté de celui qui les accomplit.

Mais Godoy espérait y trouver encore d'autres résultats profitables à son influence, au relèvement de sa patrie aux yeux de ceux qui la regardaient humiliée par les récents évènements.

Déjà le traité de Bâle stipulait que la France consentirait à accepter la médiation espagnole en Italie, mais une simple paix ne l'engageait pas beaucoup, tandis qu'une alliance reproduisant cette clause devait lui donner la valeur d'une promesse formelle. Or l'Espagne avait grand intérêt à intervenir pacifiquement dans les affaires d'Italie. Plusieurs états de la Péninsule lui étaient attachés par des liens de parenté, le duché de Parme, le royaume de Naples, enfin la force de la religion, chez elle, lui faisait un devoir de s'occuper de l'Eglise et du Pape. Et le moment approchait où les princes de tous ces Etats allaient avoir besoin d'un protecteur, d'un puissant soutien pris qu'ils allaient être entre la France, l'Autriche et les aspirations ou simplement la turbulence de leurs peuples. Le nord de l'Italie, ce champ de bataille prochain que l'on se disputerait avec acharnement deviendrait le théâtre d'une série de transformations et l'Espagne pouvait espérer, sinon s'y agrandir

elle-même, du moins par ses alliés et acquérir de nouveau ainsi une grande autorité dans ces belles contrées où elle avait autrefois dominé, au temps déjà lointain mais jamais oublié de sa splendeur.

Lorsque Bonaparte, vainqueur des Autrichiens, maître du Piémont, de Milan, marcha sur Mantoue, le duc de Parme frère de Marie-Louise d'Espagne lui envoya des députés, à son entrée sur son territoire, pour faire sa soumission. Bonaparte par égard pour l'allié de la France, se borna à exiger un léger tribut en argent (2 millions), quelques contributions en nature (500 chevaux, blé, avoine) la faculté de traverser le territoire qu'il aurait bien pris en cas de refus, enfin une vingtaine de tableaux de choix (Armistice de Plaisance), conditions que Ferdinand se hâta d'exécuter. Moyennant quoi il put vivre, régner et assister paisible à tous les bouleversements des principautés environnantes. Il ne l'augmenta pas, c'est vrai, comme le Directoire l'avait fait espérer à l'Espagne, mais du moins ne fut-il pas accablé de contributions comme Modène, comme la Toscane, comme Venise. Les circonstances ou plutôt la volonté de Bonaparte, seul véritable maître sur le Pô, ne permirent pas mieux, pour le moment du moins, mais le jeune conquérant laissait entrevoir la possibilité de gagner quelques villes au milieu du démembrement des territoires. Et, en attendant, il cultivait l'amitié du duc, répondant à l'intérêt que

ne cessait de porter Marie-Louise à sa patrie. D'ailleurs il était difficile à l'Espagne d'être contentée complètement en Italie, ses vues médiatrices et protectrices devaient être en opposition avec ses désirs d'agrandissement et contentant tout le monde, elle ne pouvait élargir les uns aux dépens des autres. C'est ainsi que Godoy dut refuser les trois Légations que le Directoire lui offrait d'ajouter à Parme avec une partie de Modène. Le gouvernement espagnol eut bien pris Modène qui convenait assez bien, faisant presque partie de Parme, mais il ne voulait ni ne pouvait dépouiller le pape en faveur de qui il était intervenu déjà deux fois près de Bonaparte victorieux, à Bologne (janv. 1797) et à Tolentino (mai 1797), intervention d'ailleurs assez platonique et qui n'avait guère modifié les conditions imposées à Pie VI. adversaire ardent de la République et seul maître dans ses États. L'agitation populaire, permanente à Rome à cette époque, allait bientôt nécessiter en faveur du pape une nouvelle médiation. Le 28 décembre 1797, un vif mouvement se produisit dans cette ville ; dans les tentatives d'apaisement faites par les représentants de la France, l'un d'eux fut tué à côté de Joseph Bonaparte dont la vie fut aussi menacée. Bonaparte fit aussitôt entrer à Rome Berthier pour y rétablir l'ordre par la force. L'ambassadeur espagnol d'Azzara intervint aussitôt entre le vainqueur et le pontife, tâchant d'obtenir pour celui-ci les conditions les plus douces.

Mais l'on ne pouvait sacrifier la tranquillité de l'Italie et l'existence du nouvel état de choses à la conservation du foyer d'agitation dont le mauvais gouvernement du St Siège avait fait Rome. Les Etats Romains furent réunis à la République Cisalpine.

L'Espagne avait donc bien pu obtenu de ce côté, des égards, des attentions mais c'était tout. Cependant le moment allait venir où un dédommagement important lui serait donné et où elle recevrait pour les siens un morceau important de cette Italie tant convoitée. Au traité de Lunéville (1801) Bonaparte s'était fait céder par l'Autriche la Toscane. Le grand duc dont on avait obtenu la renonciation devait, plus tard (traité de Presbourg) être indemnisé en la principauté de Wurtzbourg (Franconie). En 1801 Bonaparte offrit à l'Espagne le duché pour le jeune infant de Parme, qui serait devenu roi d'Etrurie, en échange de la Louisiane. Godoy s'employa activement à faire agréer cette combinaison par le roi Charles IV. La reine Marie-Louise était toute acquise à l'idée. Elle obtenait ainsi un royaume pour sa fille et la maison dont elle sortait, la possession pour elles, d'une des plus belles provinces de l'Italie, beaucoup plus grande que le petit duché de Parme et comprenant une population de 1200000 âmes. Charles IV répugnait bien à l'idée de céder la Louisiane à la France, mais cette province d'Amérique avait toujours été française d'esprit. Elle appartenait depuis peu à l'Espagne, la France s'en était

séparée avec grand regret, elle n'avait cessé de la réclamer dans toutes les négociations; à Bâle, à St Ildephonse elle avait été une des principales préoccupations du cabinet français, enfin elle ne pouvait se comparer par la richesse et la situation à la belle Etrurie. Puis sa rétrocession à la France devait élever une barrière entre les libres états d'Amérique et les colonies du sud qui commençaient déjà à s'agiter. Cette possession toute française, devait être une digue contre les idées d'émancipation qu'elle aurait accueillies avec ferveur et transmis aux Florides, au Mexique si elle était demeurée sujette de l'Espagne. Pour toutes ces raisons, la cour de Madrid se décida très vite et les jeunes souverains furent aller s'établir dans leur nouveau royaume après avoir été saluer leur bienfaiteur aux Tuileries.

Outre le désir de redonner la Louisiane à la France, Bonaparte avait eu pour but, en exauçant enfin les vœux de l'Espagne de réaliser ses vues sur le Portugal. Ce pays depuis longtemps inféodé à l'Angleterre, où toute la partie vivante, agissante de la nation, était composée d'Anglais qu'un commerce fructueux et la mollesse des habitants avait attirés, était précieux pour la Grande-Bretagne non seulement comme entrepôt, mais aussi comme instrument politique. C'était son pied-à-terre européen le plus important, une forteresse

admirablement située, défendue et approvisionnable d'où elle pouvait influer sur les événements continentaux. Rejetée partout ailleurs dans la mer, elle se maintenait là, menaçante, prête à tout événement et, en attendant, écoulant ses produits et commerçant par cette voie. Dans la lutte avec l'Angleterre, le gouvernement français avait toujours compris l'importance de cette position ; ce que l'Angleterre en retirait, montrait ce qu'elle perdrait à en être délogée. Mais pour cela il fallait nécessairement le concours de l'Espagne, soit pour envoyer une armée d'expédition au Portugal, soit que l'Espagne voulût bien se charger elle-même de l'entreprise. Des deux façons il fallait une alliance car on ne pouvait songer à obtenir le passage d'une puissance neutre ou même amie si elle ne s'y était engagée par un traité, et dans le deuxième cas, il fallait que les avantages qu'on retirerait d'une telle campagne fussent bien fixés à l'avance pour l'un et pour l'autre. Dès le commencement de la guerre, on avait pensé à l'attaque du Portugal et cela avait été la grande raison de conclure promptement une paix rapide avec l'Espagne. En effet le traité de Bâle stipulait qu'une réclamation serait adressée de concert au Portugal pour qu'il donnât satisfaction aux deux gouvernements français et espagnol. Les satisfactions faites à dessein ne varièrent point de toute l'alliance, seulement exigées plus ou moins fortes, selon que

dans la lutte avec l'Angleterre, on était en possibilité de demander peu ou beaucoup. C'était pour la France, d'abord de l'argent, puis le renvoi des Anglais et l'abandon de leur protection ; pour l'Espagne, des provinces. En 1796, les temps ne permettaient pas d'être bien exigeants et l'on se bornait à réclamer le paiement d'une somme assez considérable à la France et quelques menus territoires pour l'Espagne. Mais à mesure que la lutte se faisait plus ardente avec l'Angleterre le Directoire allait préciser et étendre ses vues sur le Portugal. Pénétré du tort que la perte de cette monarchie causerait à ses ennemis il pensait à les en expulser définitivement à leur enlever le dernier refuge en terre ferme. Aussitôt après Campo-Formio, le Comité exécutif adressa une demande à l'Espagne pour une intervention commune en Portugal et il massa aux Pyrénées une armée sous le commandement d'Augereau. La formation de la deuxième coalition, nos revers en Italie et en Allemagne, l'affaiblissement de nos forces résultant de l'envoi en Égypte de nos meilleurs généraux et de nos troupes les plus aguerries déterminèrent bientôt le rappel de ce corps en formation et détournèrent du Portugal les regards du Directoire. L'Angleterre avait éloigné d'elle les coups en relevant nos adversaires du continent. Mais ce qui n'avait pu se faire en 1798, la paix de Lunéville, pacifiant à nouveau l'Europe et isolant

l'Angleterre en face de nous, allait le permettre. A cet effet, la convention de St Ildefonse (1800) qui avait échangé la Louisiane contre l'Etrurie, tout en ne stipulant pas expressément une expédition au Portugal, la prévoyait cependant et l'Espagne promettait son concours. Le traité formel d'intervention fut conclu le 29 janvier 1801 entre Cevallos pour l'Espagne et Lucien Bonaparte pour la France. Les deux alliés s'engageaient à déclarer la guerre au Portugal si dans le délai de quinze jours, ce pays ne faisait pas la paix avec la France, s'il ne se séparait pas de l'Angleterre s'il n'expulsait les vaisseaux an et ne laissait en possession de l'Espagne le 1/4 de ses provinces jusqu'à l'évacuation par les Anglais de Malte, Minorque et la Trinité. Le Portugal refusa de se soumettre et il fut envahi par une armée espagnole commandée par don Manuel Godoy en personne venant de recevoir pour cette circonstance le titre de généralissime. Après une courte campagne, le Portugal signa le traité de Badajoz (juin 1801); il fermait ses ports aux Anglais, abandonnait la province d'Olivenza à l'Espagne et contractait avec cette puissance une alliance offensive et défensive.

C'était un premier pas et un pas important accompli grâce à la France, dans la repossession du Portugal. Ce beau et riche pays dont les Espagnols avaient toujours déploré la perte et qu'ils espéraient toujours recouvrer tôt ou tard

entièrement, continuent, malgré la séparation, à désigner leur patrie sous le nom de «la Péninsule».

Le Portugal soumis et allié, la fille de Charles IV reine d'Etrurie, l'acquisition d'Olivenza, tels étaient les résultats matériels de l'alliance française. On ne peut vraiment dire que ce soient là les fruits d'une pente désavantageuse. Il valait à l'Espagne une belle période de paix fructueuse, et cette nation si ancienne se trouvait la moins de toutes, le moins souffert en Europe, dans cette époque de trouble et de bouleversements.

IV

Favorable au point de vue extérieur, l'alliance de Ste Ildefonse ne l'avait pas été moins intérieurement et son auteur en attendait par la sécurité qu'elle devait donner au royaume un moyen d'activer et d'augmenter les réformes dont l'Espagne avait si grand besoin. Lorsqu'avait éclaté la Révolution française, le gouvernement espagnol, arrêtant toute tentative réformatrice, avait donné ses soins à empêcher les principes révolutionnaires de passer la frontière. Il avait exercé une sombre et rigoureuse surveillance dans tout le royaume principalement à l'égard des Français établis en Espagne ou même de passage - Ceux-ci étaient expulsés immédiatement et par une cédule de Florida-Blanca, tous les étrangers domiciliés en Espagne durent prêter serment de fidélité à la religion catholique et au roi d'Espagne, renoncer à toutes relations avec leur pays natal ainsi qu'à la protection de ses agents diplomatiques - Le gouvernement augmentait aussi la dépendance de tous les pouvoirs, rassemblant dans la main unique du premier ministre tous les organes de l'administration pour donner plus d'unité et de force à la répression. Cependant toutes ces mesures ne purent empêcher une certaine fermentation de se produire, principalement dans les provinces du Nord, plus rapprochées du foyer et aussi plus portées que toutes les autres

à le laisser gagner. Ces mouvements facilement réprimables en temps ordinaire et qui n'auraient pu s'étendre par la haine que les Espagnols avaient pour tout ce qui venait de la France, par l'antipathie qu'ils n'avaient cessé de montrer pour les idées nouvelles et l'hostilité qu'un peu partout ils avaient témoignée contre les émissaires de la Révolution, tous ces mouvements devenaient plus redoutables en temps de guerre parce que le mécontentement et l'excitation propres à cet état de choses attirent immédiatement aux minorités séduites par les nouveautés, tous les gens sans aveu toujours prêts à pêcher en eau trouble et peuvent même décider les masses populaires. On l'avait vu en Espagne pendant la campagne de 1795. Cette minorité révolutionnaire, quoique très faible, avait donné signe de vie et, pour entraîner derrière elle la foule, elle avait, outre l'exemple des Français, des ~~exemples~~ précédents nationaux qui, mieux que le spectacle des voisins, pouvaient pousser les Espagnols à des revendications. C'était la longue histoire des luttes entre Castille et Aragon, la 1re ligue des communes de Castille, les confréries de Valence sous Charles-Quint, les troubles de tout le royaume sous Philippe II. Cette crainte n'était pas chimérique. En 1795 il y eut des projets formés en vue de reconstitutions des libertés provinciales, mais dans un sens plus avancé, avec des plans démocratiques plus empreints des théories de l'époque. Les Juntes secrètes s'étaient fondées, visant au même but par des moyens

différant, la formation d'une grande république ibérienne, unitaire ou fédérale suivant les goûts. Ces juntes procédaient avec tout le secret, le système et l'attirail des traîtres, complots, rencontres nocturnes dans des lieux profonds, souterrains et lugubres, conformément à l'esprit national et aussi à la nécessité. Et lorsque les Français eurent envahi le Guipuzcoa, une société secrète de Burgos prépara une députation pour aller fraterniser avec eux. A Madrid même, on vit dans les rues et au théâtre des manifestations jacobines. Le danger devenait pressant et Godoy, à son arrivée au pouvoir crut trouver dans une alliance avec la France le meilleur préservatif contre la propagande effrénée que la Convention faisait en Espagne comme dans les autres pays. Ce faisant il ne pensait nullement soutenir la Révolution, lui donner l'appui moral d'une monarchie, comme le lui a reproché M. de Pradt, il se mettait à l'abri de ses coups et, comme l'a bien vu Thiers, « il regardait l'amitié des républicains comme le moyen le plus sûr d'être protégé contre leurs principes. » Il est bien certain en effet que le gouvernement français ne chercherait pas à affaiblir l'Espagne en y semant des germes de trouble et de discorde tant qu'il trouverait ou qu'il espérerait trouver en elle un auxiliaire puissant dans la guerre maritime.

L'alliance de S[t] Ildephonse fut donc une œuvre excellente au point de vue intérieur de l'Espagne comme le demandaient et le voulaient ses gouvernants. Elle était le seul moyen de lui conserver le calme et par lui de continuer les réformes commencées sous le règne de Charles III, que le déchaînement de la Révolution avait arrêtées ou même défaites et dont l'exécution et l'augmentation étaient une des parties essentielles du programme du Prince de la Paix. Ce titre qu'il n'avait ambitionné que dans un but de prospérité nationale, pour augmenter la tranquillité des sujets de son roi et leur donner toutes les améliorations qu'ils étaient en droit d'attendre d'une administration éclairée.

Les précédents ministres, affectés de la décroissance continuelle de l'Espagne, avaient voulu l'arrêter et faire remonter le pays dans la voie du progrès ; leurs efforts avaient principalement porté sur les moyens immédiats de lui rendre sa grandeur, les finances, l'armée, la marine. Cela avait été l'effort constant du père de Charles III, de Florida-Blanca et du comte d'Aranda. Le dernier ministre, qui avait précédé Godoy à la direction des affaires avait pris de plus des mesures importantes au point de vue de l'administration intérieure. Appartenant à une des plus illustres et des plus riches familles de l'Aragon, il était le portrait fidèle des antiques Espagnols altiers et généreux qui illustrèrent les premiers temps de la monarchie. D'un tempérament

ardent, fier et irritable. Il avait le ton tranchant et la moindre opposition, en surexcitant son ardeur, lui faisait oublier toute prudence et même tout respect à son souverain. Cette véhémence après l'avoir plusieurs fois écarté du pouvoir, devait être cause, en 1790, de son exil. Très-lié avec les Encyclopédistes qu'il avait connus à Paris, il acquit près d'eux le courage si rare de penser tout haut; son audace, sa fermeté et sa persévérance en lui permettant de surmonter tous les obstacles, allaient lui faciliter l'accomplissement de réformes qu'aucun autre ministre avant lui n'eût osé concevoir et appliquer. Ce fut la limitation de l'Inquisition et l'expulsion des Jésuites. Sans entrer dans l'exposé de ces mesures, sans surtout porter un jugement dans des matières si délicates et si controversées, il suffira de dire qu'une ordonnance de 1770 restreignit l'immense pouvoir du tribunal inquisitorial aux poursuites de l'hérésie et de l'apostasie, rendit les arrestations plus rares en donnant de sérieuses garanties (preuve - témoignage) à ceux qui étaient soupçonnés de ces crimes. De plus les juges n'étaient plus mis en possession des biens des condamnés; dorénavant ils touchaient des appointements fixes, ce qui devait modérer leur ardeur à condamner. L'expulsion des Jésuites, résultat du Pacte de famille n'était peut-être pas aussi politique que la limitation de l'Inquisition. En faisant disparaître de l'Amérique la

Congrégation qui y maintenait l'ordre, la soumission à la métropole et l'exemple d'une discipline absolue à l'égard du pouvoir central, on allait faire autant, sinon plus, pour l'émancipation de ces colonies que le président des États du Nord (Corel). Cependant ces réformes en elles-mêmes n'étaient pas blâmables, elles annonçaient de bonnes dispositions, mais ce qui les avait permises, allait les empêcher de s'étendre et de porter leurs fruits. Les rapports du comte d'Aranda avec les Encyclopédistes, la tournure et liberté d'esprit qui lui avaient donné le courage de trancher dans les erreurs du passé le rendirent suspect et nuisirent à l'accomplissement de ses desseins. La Révolution survenant à ce moment, tout fut remis en question. La consternation, l'abattement et aussi les appréhensions du roi lui firent retirer tout ce qu'il avait accordé. Une autorité plus absolue s'exerça sur tout et partout.

Le but de Godoy, après avoir fait alliance avec la France allait être de reprendre toutes ces réformes interrompues, de les compléter et de donner de l'élan aux tendances libérales du pays. Le jeune ministre était bien préparé pour accomplir cette tâche. N'appartenant à aucun parti, libre vis-à-vis de tout le monde, engagé seulement vis-à-vis du roi par la confiance et même l'amitié dont le monarque l'honorait, la douceur de son caractère, la souplesse de son esprit lui facilitaient ce rôle

difficile de législateur et de réformateur du peuple espagnol « bien plus soumis à ses mœurs qu'à son gouvernement ». (Sorel).

Son activité s'exerça sur toutes les branches de l'administration : finances, armée, instruction publique, il s'efforça de tout améliorer. Ouvert aux lumières, accueillant, prenant conseil des hommes éclairés et ne sacrifiant jamais l'intérêt général à quelque sentiment personnel ou à quelque intérêt particulier, il s'efforça par tous les moyens d'accélérer le mouvement intellectuel et économique que Charles III avait voulu imprimer à son royaume. Dans les finances, il remania la perception du fisc, réorganisa la régie des impôts directs, le rendement du tabac, du sel, des douanes et empêchant autant que possible le gaspillement des revenus des colonies. Dans l'armée, répétant les cadres, s'employant à l'augmentation, au bon recrutement des troupes, il créa plusieurs établissements pour l'instruction des officiers, un corps d'ingénieurs cosmographes de l'État chargés d'appliquer l'étude de l'astronomie à la navigation, au commerce maritime, à la médecine, à l'agriculture, avec un collège pour l'instruction des jeunes gens se destinant à la carrière militaire. Il fonda une École supérieure (Académie) d'application pour les jeunes officiers dans le but de les perfectionner dans les connaissances techniques de l'art militaire et les empêcher d'oublier, dans la vie de garnison,

ce qu'ils avaient appris avant l'entrée au régiment, un corps des ingénieurs des chemins et des canaux ainsi qu'une école pour les former (Rehfues). Dans le domaine intellectuel il fut le promoteur d'une école de sourds-muets; il soutint de son crédit et des caisses publiques Don Jovellanos et son institut asturien, et tout dévoué à la réforme de l'instruction primaire, il établit à Madrid un institut royal pour implanter dans les écoles élémentaires la méthode du savant suisse Pestalozzi (Hubbard). Il ne fit pas moins pour l'émancipation morale de l'Espagne que pour la prospérité matérielle du pays, et laissant entrer tous les étrangers porteurs de nouvelles industries quelle que fût leur religion. Il reprit les mesures de Florida Blanca et d'Aranda pour réfréner l'inquisition, pour arrêter l'envahissement des biens de main-morte. Il obtint de plus du St Siège le droit de séculariser et de vendre une partie des biens ecclésiastiques ce qui vint apporter un grand soulagement à l'état déplorable des finances et conçut l'idée, pour arrêter l'immense développement des congrégations religieuses, de les disperser dans les colonies afin d'y remplacer les jésuites et en faire les propagateurs de la foi catholique et les agents du pouvoir central.

Telles sont, rapidement exposées, les tentatives du Prince de la Paix pour relever l'état matériel et moral de l'Espagne. Toutes ces réformes si utiles, si nécessaires ne s'accomplirent pourtant

pouvait facilement et c'est dans l'ardeur qu'y apporta Godoy que se trouve la source de toutes les rancunes, de toutes les oppositions qui, dès ce moment, se dressèrent contre lui et n'eurent de répit qu'elles ne l'aient abattu ; amenant avec sa chute, celle de la monarchie, l'introduction de l'étranger, ouvrant l'ère douloureuse de la lutte pour la libération du sol, des révolutions intérieures, faisant perdre à l'Espagne la possession de tout un monde et la livrant à un double mouvement d'oscillation étrangère qui a duré toute une moitié de ce siècle-ci » (de Ficquelmont).

L'Espagne n'est pas un sol favorable aux réformes. Placée à l'extrémité de l'Europe, séparée d'elle par une haute chaîne de montagnes, reliée à l'Afrique, longtemps demeurée sous la domination maure, en refoulant ses conquérants asiatiques, elle n'avait pu arracher complètement leur civilisation. Les vainqueurs l'avaient uniquement recouverte avec leurs usages plus rudes, sans pouvoir la faire disparaître. Et du mélange de ces deux asservissements dont le second avait été singulièrement moins doux et fécond, il s'était formé un peuple tout particulier et de mœurs contradictoires qui n'avaient pu se combiner, et qui faisaient de la péninsule ibérique, à l'Occident de l'Europe, le pendant de la péninsule des Balkans. Avec des raisons différentes, c'était

le même esprit paresseux et renfermé, nonchalant à la fois et ardent; des deux côtés même fatalisme et même insouciance des conditions de l'existence, même détachement des affaires publiques, même attachement au trône et à la personne du souverain, même fanatisme religieux et accomplissement des rites, même haine du travail, même luxe des vêtements, même goût pour le jeu et la loterie. Le peu d'enthousiasme du peuple espagnol pour les réformes dans le domaine des idées ou des principes, son amour des vieilles habitudes étaient un premier obstacle pour les changements profonds que méditait Godoy. L'état de l'Espagne divisée en provinces séparées les unes des autres par les mœurs, l'organisation intérieure, en étaient un autre bien plus difficile encore à surmonter. Le pouvoir des rois d'Espagne, tout absolu qu'il fût, avait pourtant quelques entraves. Chacun des Etats, Castille, Aragon, Biscaye, Asturies soit royaumes, soit principautés différaient entre eux complètement par leur administration, leur forme d'impôts et la manière de les recouvrer. Enlever tous ces avantages était impossible, Philippe II lui-même tout-puissant et autoritaire qu'il fût, et tout en restreignant les privilèges, n'osa cependant unifier totalement le royaume, et les provinces avaient conservé leurs assemblées et leurs franchises. Cette forme représentative s'était peu-à-peu perdue par l'absorption dans le grand conseil de Castille des états des autres provinces, puis par la diminution de pouvoirs

apportée à celui-ci par l'autorité royale. En 1787 Florida Blanca avait même supprimé le Conseil et l'avait remplacé par „la suprême Junte d'État „ simple conseil des ministres. Il fut, il est vrai, rétabli par Charles IV en 1792. D'ailleurs la liberté individuelle était la seule que les Espagnols aimassent complètement; ils se souciaient peu d'une Constitution qui eut été chez eux, selon le mot spirituel de Th. Gautier „ une poignée de plâtre sur du granit. „

Outre ces empêchements généraux, très-réels et à considérer comme le prouvera une révolte de Bilbao en 1804, bientôt arrêtée par les concessions de Godoy, ce ministre rencontra une opposition très-grande parmi tous ceux que ses réformes particulières pour la gestion des revenus de l'État, pour la limitation de l'inquisition, que toutes ses mesures enfin avaient pu atteindre. Ses deux principaux adversaires, les plus irréconciliables furent la noblesse et le clergé; son élévation rapide, la faveur constante du roi et la paix conclue avec la France révolutionnaire étaient la cause première de leur irritation contre lui et si l'on songe à l'influence toute-puissante des prêtres en Espagne, on peut juger des résultats de la malveillance. Leur opposition se traduisit de toute manière, par influences intérieures, par influences extérieures même. Par les confesseurs de Leurs Majestés, et principalement au moyen du directeur de la

reine, prêtre rusé et intrigant, du grand inquisiteur, ils tâchèrent de perdre le favori. Et celui-ci avait à veiller non seulement aux intérêts de la nation, mais à se défendre contre ces cabales de cour dont souffrirent tous les ministres indépendants d'une monarchie absolue et qui, à une époque antérieure, faillirent en France arrêter l'œuvre de Richelieu. Les ennemis de Godoy usaient de tous les moyens, se servant des ambassadeurs étrangers et surtout du gouvernement napolitain récemment lié à l'Espagne par une double union de famille. Et par-dessus tout cela l'Angleterre travaillant à rompre l'alliance de Ste Ildefonse, attisait toutes ces intrigues, de l'aveu de notre ambassadeur le général de Beurnonville, «se conciliant tout le monde par des guinées à la cour et à la ville.»

Dans la famille royale, elle-même, Godoy eut à se plaindre de l'opposition et de la haine. Le prince des Asturies, héritier du trône, persuadé que le ministre voulait l'écarter du trône, excité contre lui par son précepteur, le chanoine Escoïquiz reconnaissant à sa manière des bontés du Prince de la Paix, et par son épouse princesse de Naples ne cessait de s'élever contre lui. Enfin près du couple royal lui-même Godoy ne jouit pas toujours d'une aussi grande latitude de conduite et il lui fallut plus d'une fois compter avec les revirements de la reine, intriguant en-dessous contre celui qu'elle avait

tant contribué à élever. Il n'est pas jusqu'au roi lui-même qui ne se trouva parfois en mésintelligence avec son ministre tout en lui conservant inaltérablement sa confiance et son amitié. Godoy s'en est plaint dans ses mémoires : « Jaloux de sa prérogative, dit-il, Charles IV dictait ordinairement sa pensée ; après avoir ainsi déclaré sa volonté, ou manifesté son désir, il écoutait à peine ; un raisonnement sage, clair ne le faisait pas changer d'avis. » Ce monarque, doué de toutes les qualités d'un honnête homme, de cœur loyal et bon, de mœurs très-pures, d'un jugement sain et droit, avait une âme molle et pusillanime, l'esprit paresseux, et sans être aussi sévère pour lui que de Beurnonville qui ne lui accordait « d'autres qualités que celles d'un garde-chasse » on peut dire qu'il n'avait pas celles d'un roi, pas même cette persévérance qui à défaut de talents plus grands permit à d'autres princes de soutenir constamment leurs ministres et leur permettre de mener à bien leur œuvre lorsqu'ils ont conscience qu'il y va du bien de leurs peuples. Charles IV ne fut ni un Louis XIII, ni un Guillaume de Prusse, faible et obstiné à la fois, il ne sut ni céder de bon gré à l'exigence des circonstances, ni se raidir contre la mauvaise fortune et retrouver dans l'adversité, l'énergie, la fierté, l'indomptable grandeur d'âme qui relevèrent Louis XVI au pied de l'échafaud.

Ce fut un grand malheur pour l'Espagne d'avoir eu Charles IV pour roi à cette période de l'histoire. Excellent souverain à une époque plus calme, il ne pouvait résister alors à la force des événements et trop faible pour les dominer, trop absolu dans ses idées de famille pour s'y résigner, il allait être emporté, et entraîner l'Espagne avec lui, dans le courant sans cesse grossissant d'une alliance de plus en plus exigeante, dont les débuts avaient été avantageux, mais dont le développement, en montrant les différences fondamentales de vues, de traditions allait briser les liens.

V

Extérieurement, intérieurement donc, l'alliance conclue avec la France en 1796 avait produit des résultats très heureux pour l'Espagne ; elle se justifiait parfaitement et l'on s'explique qu'elle eût été accueillie très favorablement dans les deux pays par tous ceux que n'aveuglait pas un parti-pris. Les intérêts étaient identiques, les deux nations nullement hostiles vis-à-vis l'une de l'autre, différentes seulement au delà des Pyrénées ; les gouvernements si opposés, animés d'un esprit si différent, s'entendaient pourtant, peut-être justement parce qu'ils se comprenaient peu. Mais pour que deux pays s'unissent complètement, pour que leur alliance soit si entière, si nécessaire qu'ils puissent s'accorder même avec des divergences d'intérêts sur des points spéciaux, qu'ils sachent se céder réciproquement et se soutenir en tout et pour tout et toujours, comme l'avait voulu le pacte de famille de 1761 et comme il l'avait réalisé, il faut que quelque chose plus fort que les traités, plus fort que les intérêts commerciaux ou politiques, relie ces deux pays, aspirations communes des deux princes, ou s'il n'y a plus de princes, aspirations communes des deux nations. En 1761, deux princes de la même maison, deux parents très rapprochés de toutes façons dirigeaient deux états de même esprit ; comprenant de même

sorte le gouvernement et le droit monarchique, ils s'étaient liés au-dessus et sans s'inquiéter des sentiments et des intérêts de leurs nations. En 1791, l'un des deux avait disparu, un pouvoir non moins despotique, mais reposant sur une autre base et d'autres principes l'avait remplacé et l'alliance s'était trouvée rompue. Reformée par les nécessités du moment, elle ne pouvait être aussi solide que la précédente et bien que conclue loyalement et avec conviction des deux côtés, elle ne tarda pas par la force des choses à se détendre, à languir, puis à se rompre complètement. C'était un contrat imparfait où chacun avait inscrit une obligation différente. Et comme il n'y avait pas de moyen terme, comme la neutralité était impossible, la guerre et une guerre implacable (car elle semblait provenir d'une trahison) allait s'allumer, lutte pour l'accomplissement des destinées politiques d'une part (c'était l'exécution d'une interprétation du contrat) lutte pour l'indépendance nationale de l'autre et le maintien des convictions morales et de l'ordre social (c'était la deuxième forme de ~~contrat~~ contrat). Et c'est justement ce qui fait l'intérêt de la transition dans ce cas-là. Dans les relations habituelles entre peuples, c'est un fait commun, forcé que le passage de l'état d'allié à celui d'adversaire, mais dans les rapports de la France et de l'Espagne, il y a quelque chose de plus que cette nécessité de la vie des nations et ce quelque chose est une alliance

cf. supra ?

cause justement d'une lutte acharnée qui compromit un instant l'existence de tout un peuple. On avait pu voir Louis XVI lié par un mariage à la maison de Habsbourg, allié de l'Autriche et cependant attaqué par celle-ci, abandonné par son beau-frère. On devait voir bientôt Napoléon uni étroitement à la Russie, attaché lui aussi par un lien de famille à ces mêmes Habsbourg et rompre presque aussitôt. Et cela n'a rien d'étonnant, ne surprenait personne, tant l'état d'alliance semblait occasionné en-dehors des traditions, de l'esprit de chacun de ces peuples. Il y avait bien alliance, non union. En Espagne il en va tout autrement. Avant 1789, ces traditions, cet esprit étaient identiques. L'enthousiasme avec lequel Philippe V avait été reçu et accueilli par la nation tout entière le prouve éloquemment. Comment une simple révolution intérieure qui ne changeait, semble-t-il, vis-à-vis des puissances étrangères que la surface de ce pays, que sa manifestation extérieure et ses rouages internes, avait-elle pu bouleverser ainsi tout ce qui avait fait ce peuple, ce qui lui traçait sa route au cours de son évolution, de sa marche dans l'histoire? Comment les intérêts moraux, seul fondement sérieux d'une alliance véritable, s'étaient-ils aussi brusquement scindés et quelles nouvelles Pyrénées morales plus hautes, plus infranchissables que la chaîne faite de terre avaient surgi entre les nations! Evidemment

ce fait n'était pas particulier à l'Espagne, tous les autres pays monarchiques se trouvèrent aussi séparés de la République mais il est plus frappant chez elle parce que l'union y était plus réelle dans le fond et dans la forme. La Révolution en ouvrant d'autres voies aux idées de la nouvelle France, en donnant un nouveau cours à son histoire, l'avait complètement isolée et son alliance avec la monarchie espagnole était bien une chose monstrueuse pour celle-ci, contre nature et par cela néfaste, destinée à déchoir rapidement car c'était un sacrifice aux intérêts matériels présents des intérêts moraux permanents. Et voici l'explication de la conduite de l'Espagne durant toute cette alliance, la cause de son apparente duplicité. Elle était en opposition avec elle-même, tous les coups qu'elle aidait à porter étaient d'autant d'atteintes personnelles, autant de mondes renouvelés. Il ne faut donc pas juger les actes du Gouvernement espagnol de 1796 à 1806 d'après eux-mêmes, d'après une raison d'État déterminée, car alors on croirait les gouvernants privés de raison, ou traîtres à leur pays. L'Espagne était engagée dans une voie fausse et l'abdication de Charles IV ne date pas de 1808, mais du 18 août 1796.

Dès lors on peut étudier les faits de 1796 à 1806; toutes les fautes, toutes les erreurs qu'on pourrait croire réunies à plaisir, étaient obligatoires, s'imposaient comme suite de

l'alliance et le résultat ne devait surprendre que par sa rapidité et la grandeur du désastre. Toutes sont autant de manifestations particulières d'une contingence inexplicable rendant triste et pénible l'étude d'une décadence toujours croissante sans que les qualités, sinon le génie des hommes pussent rien pour l'arrêter.

D'ailleurs les causes de désunion et de rupture se multiplièrent et le gouvernement de Napoléon en tournant toute sa force au courant républicain et en s'efforçant de réalisant ce que la Convention et le Directoire n'avaient pu que concevoir, devait les développer et les faire éclater. Mais dès le commencement de l'alliance elles apparurent en Italie où l'Espagne, malgré les promesses faites, n'avait rien reçu pour son parent de Parme, à Rome où sa médiation se réduisait à rien, à Naples ancien royaume de Charles IV où la conduite de Caroline faisait prévoir le dénouement que l'Espagne ne saurait empêcher; au Portugal enfin, dès 1798 un désaccord s'était produit, le Directoire voulant envahir ce pays, l'Espagne voulant simplement imposer sa médiation et nul doute que sans les circonstances qui appelèrent ailleurs l'attention du Directoire un conflit ne se fut élevé. Cette affaire avait déjà apporté le trouble dans le gouvernement espagnol et causé la chute du Prince de la Paix. Il revint à la direction

des affaires qu'en fait il n'avait cessé de conduire après le traité de Badajoz (1801) qui fut son œuvre. Cette fois l'Espagne avait été obligée d'intervenir et par la force dans les affaires de ce royaume où Charles IV avait marié sa fille au régent. L'Espagne tenait toujours à reconquérir le Portugal, cela avait été son but sans cesse et tous les traités avec ce pays étaient, dans son esprit, un acheminement à la réunion (Charles III 1787.) mais l'on ne pouvait demander à un roi de détrôner lui-même sa fille surtout lorsque ce roi était Charles IV et Bourbon. On peut penser par là ce que dut occasionner de conflits à la cour, cette obligation imposée par Bonaparte d'occuper soi-même ou de laisser occuper le Portugal par une armée française. Godoy avait toujours été partisan d'une conquête du Portugal; il en avait souvent manifesté l'intention, faisant entrevoir à Charles IV les avantages de cette extension, le coup porté aux Anglais, et la raison de l'alliance française en partie écartée. Mais il s'était heurté à un refus absolu de son maître, à une de ses idées arrêtées sur lesquelles il ne revenait pas. Et pourtant il fallut bien en venir à l'invasion et non plus pour son propre compte, mais pour celui d'un allié exigeant qui ne s'arrêtait guère aux questions de sentiment. Forcés par la nécessité, Charles IV et Godoy n'eurent plus qu'un but, se dépêcher d'intervenir seuls et de conclure sur-le-champ une paix qui devait

les sauver tous deux de la présence d'une armée française. Le Portugal se prêta obligeamment à ce calcul qui était son salut, et après un simulacre de lutte, les adversaires se hâtèrent de signer la paix. Il fallait prévenir le mécontentement de Bonaparte, aussi Godoy s'employa-t-il à gagner le négociateur français, Lucien Bonaparte; celui-ci très indépendant, entrant peu dans les vues de son frère, répondit volontiers à ~~aux~~ ces avances et consentit à attouer la France à l'Espagne avec le Portugal. Il en fut bien payé et la cour d'Espagne ne lui ménagea ni marques d'amitié, ni présents magnifiques. Lucien s'en revint en France, comblé des dons royaux et de ceux du ministre, assez embarrassé de justifier sa conduite. Le premier consul se montra en effet très irrité de la tournure des affaires; ce qu'il avait voulu, c'était l'occupation des ports portugais, l'expulsion des Anglais, une attaque menée vigoureusement et devant influer sur les conditions de la paix qu'il négociait avec la Grande-Bretagne. Il voulut tout rompre, se disposa à envoyer un corps d'armée à travers l'Espagne et exigea l'occupation d'O Porto. Godoy résista énergiquement refusant d'entrer de nouveau en campagne et réclamant même le départ immédiat des régiments français qui se trouvaient en Espagne et en Toscane. C'était encore une fois la rupture, mais Talleyrand intervint auprès de Bonaparte

en montrant que la négociation anglaise, le principal objet, marchait à souhait, que la résistance de l'Espagne allait être une excellente occasion de céder sur quelque point à l'Angleterre et d'aplanir les difficultés. Puisque l'Espagne ne s'acquittait pas de sa promesse en refusant d'occuper le Portugal, on serait délié vis-à-vis d'elle du devoir de s'inquiéter de ses colonies. On pourrait sans scrupules céder la prise de la Trinité et ce qui menaçait de faire échouer la paix, allait au contraire la faciliter (Sybel). Napoléon céda, mais sut à quoi s'en tenir sur les dispositions de l'Espagne. Celle-ci perdit la Trinité, mais elle s'en consola assez facilement, ce rocher ne valant pas la plus petite portion du Portugal et elle gardait Olivenza. Mais d'autres sujets plus graves de mécontentement viendraient. D'ailleurs à ce moment Bonaparte constituait à l'infant de Parme le royaume d'Etrurie. C'était un grand fruit de l'alliance et l'Espagne s'en montra charmée. C'est à cette époque que datent les meilleures relations entre Madrid et Fontainebleau, et les cadeaux splendides d'armes, de chevaux que les souverains s'envoyaient en grande pompe. Cela dura peu, de nouveaux griefs s'étaient élevés, affectant profondément la cour d'Espagne et compromettant l'alliance irréparablement. Ce furent le refus d'ajouter Parme à l'Etrurie et la vente par Napoléon

de la Louisiane aux Etats-Unis. Il y avait là un manque de parole, une offense à l'honneur de l'Espagne et celle-ci s'en montra très affectée. Sachant l'importance de la Louisiane comme digue contre les Etats affranchis, elle témoigna beaucoup d'humeur de la transaction de l'Empereur. Dorénavant la barrière était rompue, les Florides, le Mexique exposés à la cupidité des Etats-Unis. Décidément l'Espagne ne pouvait rien attendre de la France ; ses promesses celle-ci les accomplissait à moitié, retirant d'une main ce qu'elle donnait de l'autre, demandant toujours avec hauteur et dureté abusant du traité d'alliance dont elle faisait un véritable acte de sujétion.

Et ce que Godoy reprochait à l'alliance anglaise en 1793 se retournait presque contre celle de la France ; c'était une vassalité complète et le mot de Pitt se réalisait, l'Espagne monarchique était devenue le fief du Régicide. A Madrid, les ambassadeurs, vrais Jacobins comme l'amiral Truguet, porte-paroles impérieux et durs comme le général de Beurnonville faisaient rudement sentir la main du suzerain allié. Et l'Espagne en ne gagnant rien à cette servitude, voyait ses finances s'épuiser, sa marine disparaître dans les désastres communs. Celle-ci était restée presque tout entière à Trafalgar avec les vaisseaux français luttant vaillamment

sous le commandement de l'héroïque Gravina qui blessé mortellement, voyait, avec les navires démâtés et leur équipage décimé, s'engloutir la puissance et la gloire de sa patrie. Ce désastre, compensé pour la France par les victoires sur terre, était irrémédiable pour l'Espagne. De la belle flotte qu'avait en partie reconstituée Charles III et qui comprenait plus de 120 bâtiments, il restait à peine après la défaite, 20 vaisseaux utilisables et 10 frégates, un personnel inférieur et mal payé. Les finances devenaient, malgré les réformes, de plus en plus déplorables; tous les ans un déficit de plus de 30 millions, un crédit mal établi que la banqueroute des premiers Bourbons avait ruiné et que Charles III n'avait pu relever complètement. L'armée seule était encore belle, et prévoyant bien qu'un jour ce serait sur terre que se décideraient les destinées du pays (et il devinait bien contre qui) le Prince de la Paix travaillait sans cesse à l'augmenter et à la fortifier. A ce moment elle comprenait 120 000 hommes tant de troupes nationales que de Suisses et Irlandais à la solde du gouvernement. Mais ces troupes étaient mal recrutées dans un pays peu disposé à se plier à la discipline. Un beau corps: les gardes royaux, mais peu nombreux (6000 h). Tel était l'état peu prospère de l'Espagne après la paix de Lunéville

A ce moment le calme régnait sur tout le continent. C'était le moment favorable aux réformes et pour appliquer celles qu'il avait conçues Godoy il fallait à tout prix conserver la paix, rester en dehors de tout conflit. Que devenait alors l'alliance ? La France avait pu vaincre l'Autriche, conclure une trêve avec l'Angleterre, elle n'avait pu la désarmer, tôt ou tard la lutte devait reprendre car les commerçants

anglais avait tout intérêt à la guerre et le moment était pour lui unique, les deux rivales maritimes n'avaient plus de vaisseaux, garder la paix, c'était leur laisser le temps et les moyens de se refaire une marine. c'était consolider la puissance continentale de la France, lui assurer les Pays-Bas et permettre à l'Espagne de maintenir sa domination sur ses colonies. Et cela l'Angleterre ne le voulait à aucun prix.

La guerre devait donc recommencer, à très bref délai et ce serait l'Espagne, qui, sans espoir de dédommagements, perdrait le plus. Le moment était critique, mais que faire ? Quel parti allait prendre le gouvernement espagnol ?

Romprait-il avec la France ? Dans ce cas, c'était l'invasion, l'occupation, la lutte de 1793 mais cette fois sans aucun espoir de vaincre, c'était la défaite certaine, peut-être la dépossession. Reprendrait-il la lutte contre l'Angleterre ? mais c'était enfoncer le pays encore plus dans la ruine, c'était

quelque fût le résultat, le démembrement colonial, l'agitation et le mouvement séparatiste augmentés en Amérique, tout un monde de complications sans compter la dépendance de plus en plus grande vis-à-vis du gouvernement français, l'abdication morale pour éviter la déchéance matérielle, le sort possible de l'Italie et de la Hollande. C'était une douloureuse alternative qui dut assombrir plus d'une séance du conseil royal à Madrid. Le roi se rejeta sur son ministre de toute décision et celui-ci, ne voulant pas adopter la responsabilité de l'un ou l'autre parti, se décida à ne rien brusquer, à attendre les événements et à en tirer le plus de profit possible. Officieusement il penchait pour la France, le traité d'alliance, ce qu'il devait à Bonaparte, la gloire de celui-ci tout l'engageait à ne pas s'en séparer, mais d'autre part il ne voulait mécontenter le cabinet de St James, et dès lors il passa son temps à aller de l'un à l'autre, multipliant les promesses de neutralité et celles d'assistance, se plaignant à l'un de la misère de l'Espagne et montrant à l'autre ses efforts militaires pour avoir une politique indépendante. On conçoit tout ce que le système avait d'infériorité et de danger et en tous cas de peu honorable pour un grand pays comme celui qu'il gouvernait. En tous temps, très peu profitable, il devenait très périlleux à l'instant, avec

un partenaire aussi net, aussi résolu, aux plans aussi fortement tracés que Napoléon. Le royaume de Naples, la Prusse devaient en fournir bientôt l'exemple et l'Espagne allait pouvoir méditer, d'après leur triste sort, sur les dangers de la duplicité et d'une conduite hésitante.

Napoléon s'était vite aperçu de l'état de faiblesse de l'Espagne, il en gardait rancune à ses souverains comme à des mandataires infidèles laissant péricliter le bien confié, mais il n'entendait pas pour cela lui rendre sa liberté d'action. Il avait besoin d'elle. Le grand duel avec l'Angleterre reprenait plus acharné et pour employer une comparaison que M. de Bismarck devait plus tard appliquer à la Russie et à l'Angleterre, l'éléphant cherchait par tous les moyens en son pouvoir à atteindre la baleine. N'ayant pu l'attaquer chez elle, il allait lui enlever les uns après les autres ses alliés ou ses sujets du continent. La Prusse, Malte, Gibraltar, les Siciles, le Portugal devaient être le prélude d'une gigantesque entreprise dirigée à travers l'Asie contre l'empire des Indes et où le tzar de toutes les Russies aurait commandé avec toutes ses forces l'avant-garde de l'armée française ou plutôt européenne. Mais ce plan, qui ne devait germer entièrement dans son esprit qu'après Tilsitt, Napoléon continuait

de la politique du Directoire en avait posé les jalons. Le principal était l'expropriation du Portugal, ce grand entrepôt anglais. Dès que la paix fut rompue avec l'Angleterre notre ambassadeur, Beurnonville, rappelait le traité de 1796 et demandait à l'Espagne de joindre sa flotte à celle de la France; fidèle à son plan de politique, Godoy dit oui, mais n'agit pas, il allégua la faiblesse de l'Espagne et promit de faire son possible. A vrai dire on ne comptait guère sur l'Espagne, l'empereur ne se faisait pas illusion sur la force de son alliée, cependant il insista et de Beurnonville suggéra alors l'idée d'une neutralité moyennant des subsides. Cette combinaison acceptée par la cour de Madrid donna lieu à une foule d'incidents et d'intrigues peu intéressants en eux-mêmes mais qui font ressortir la misérable situation du gouvernement espagnol, les expédients où elle en était réduite pour suivre la voie qu'il s'était tracée. Enfin sur un ultimatum de Napoléon, elle se décida à acheter 6 millions par mois la neutralité, marché bien inutile d'ailleurs, car l'Angleterre, tout en déclarant vouloir bien en tenir compte[1], n'eut rien de plus pressé que d'attaquer les galions venant d'Amérique, ce

(1) à 3 conditions — 1° que l'Espagne ne ferait pas d'armements navals.
2° Qu'elle ne permettrait pas la vente de navires anglais
3° Qu'elle garantirait Portugal d'une invasion française.

qui, en soulevant contre elle, l'indignation générale en Espagne, nécessita une déclaration de guerre à cette puissance. En sorte que pour n'avoir pas pris franchement un parti, l'Espagne s'était engagée plus fortement des deux côtés. Cela lui fut très sensible et Godoy fut dès lors fermement résolu à la rupture avec la France, et s'y préparant, il poussait les armements sous prétexte d'une lutte contre le Portugal et d'une attaque de Gibraltar, écoutait les propositions anglaises (envoi de M. Frere à Madrid), s'ouvrait à l'ambassadeur russe, le baron Strogonoff et en 1806 lorsque Napoléon entrait en Prusse, il lançait une proclamation (5 octobre 1806) excitant l'enthousiasme de la nation contre un ennemi qu'il ne nommait pas, mais que tout le monde désignait. Cette fois il semblait bien que ce fut la guerre et que les régiments espagnols, franchissant les Pyrénées découvertes, allaient envahir la France. Il n'en fut rien. Une fois encore le gouvernement espagnol allait reculer et céder, recommençant et aggravant la politique de la Prusse en 1805. On trouva des explications à l'empereur qui dissimula son ressentiment et remit à plus tard la vengeance ; on le félicita de sa victoire, compliments plus révélateurs que le silence, car le roi Charles IV ne savait feindre et sa mine figure démentait les paroles. Et pourtant tout n'était

pas désespéré devant cette capitulation morale. Certes la proclamation était une faute; si elle était un simple appel à la haine de la nation au désir d'indépendance il fallait être prêt à soutenir immédiatement par les armes cette revendication et alors le moment pouvait n'être pas mal choisi. La Prusse paraissait forte et confiante dans l'issue de la lutte, même après Iena la Russie restait entière Napoléon était engagé en Pologne et rien ne disait qu'en 1807 il ne subirait pas l'effondrement de 1812. L'Angleterre enfin était toujours là, prêt à soutenir de son crédit, de son intervention en Europe la lutte qui s'ouvrait. Enfin la nation espagnole toute entière suivant l'impulsion donnée par son roi, par son ministre l'eût héroïquement soutenu. Même en cas d'échec la chute était honorable et glorieuse. L'acte de Godoy n'était pas si impolitique qu'il paraît au premier abord. Mais il fallait entrer résolument dans la lutte et malheureusement le courage fit défaut au gouvernement espagnol. Toujours habitué à céder, il s'inclina devant les faits contraires, comme la Prusse après Austerlitz, comme elle il devait bientôt éprouver son Iena. La proclamation du 5 août est le dernier acte de politique extérieure de Charles IV et de Godoy. Dès ce moment le gouvernement de Madrid n'était

plus comme pouvoir personnel et indépendant. L'alliance était rompue et avait fait place à la servitude. Méprisée de son maître par sa conduite perpétuellement équivoque et finalement hostile, discréditée aux yeux des autres puissances de l'Europe par sa faiblesse et son irrésolution la monarchie espagnole avait signé sa mort. L'arrêt allait en être exécuté prochainement. En attendant elle se consumait en luttes de palais, en dissentions intérieures dégradantes fournissant à Napoléon les moyens d'intervention et le désir de la substitution d'un ordre de choses plus conforme aux intérêts de la France.

VI

Ainsi se termina l'alliance conclue entre la France et l'Espagne de 1796. D'une durée de dix ans, elle avait été très profitable pour l'Espagne au point de vue extérieur; intérieurement comme pour éloigner le péril révolutionnaire, elle allait justement amener la Révolution intérieure et cela par la force des choses sans que personne pût en être rendu responsable. Ceux qui l'accomplirent en furent les premières victimes; ils avaient pensé faire une simple union temporaire, et ils avaient été entraînés dans le courant d'un pacte véritable qu'ils ne pouvaient vouloir; ayant voulu revenir brusquement en arrière, ils furent brisés dans leur effort mal calculé. Comme celle de 1761, cette alliance finissait de façon tragique, presque sanglante; comme elle, elle précédait la levée en masse de toute une nation opprimée et allait marquer pour elle des destinées nouvelles pendant que son auteur vieillissait, pauvre et maudit de tous, sur la terre de l'exil, déplorable exemple de la fatalité, voyant tous ses ennemis devenir ses accusateurs et ses juges partiaux et justifiant encore une fois la parole de Richelieu

« Et celui qui est faible, peut difficilement s'exempter d'avoir tort au jugement de la plus grande partie du monde. »

[signature]

DUCASTAING - L'ALLIANCE DE SAINTE ILDEPHONSE 18 AOÛT 1796